



ifen

**Acquis et lacunes
de l'information statistique
sur l'environnement**

Collection Notes de Méthode n°10

Septembre 1998

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
L'ETAT DES LIEUX	5
LES PRINCIPALES LACUNES A COMBLER	7
~ESINFORMATIONS DISPONIBLES ET LES PRINCIPALES LACUNES PAR DOMAINE :	11
1. EAUX CONTINENTALES	13
2. EAUX MARINES	19
3. AIR	23
4. FAUNE, FLORE ET HABITATS	27
5. SOL.....	31
6. PAYSAGES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE	35
7. DECHETS ..	39
8. BRUIT	43
9. RISQUES	47
10. PRODUITS CHIMIQUES	51
11. EFFETS DES ACTIVITES ECONOMIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT PAR BRANCHE D'ACTIVITES	55
12. ECONOMIE DU SECTEUR ENVIRONNEMENT ..	59
13. EMPLOI ET ENVIRONNEMENT	61
14. OPINION PUBLIQUE ET COMPORTEMENTS	65
15. GEOGRAPHIE DE L'ENVIRONNEMENT	67
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	71

INTRODUCTION

APRES cinq ans de fonctionnement, l'Institut français de l'environnement, service statistique de l'environnement et point focal en France de l'Agence européenne de l'environnement, a entrepris de dresser un premier bilan de l'information existante et de ses lacunes. Au cours de ces premières années, l'IFEN a d'abord rassemblé les données existantes, pour les structurer, les documenter et les faire connaître dans le cadre de ses principales missions. L'IFEN s'est particulièrement attaché à élaborer les rapports sur l'état de l'environnement en France qui lui incombent, à établir progressivement les comptes de l'environnement, à produire une base statistique régionale, à mettre au point des indicateurs, à répondre aux demandes internationales de données sur l'environnement et à contribuer aux travaux lancés par l'Agence européenne de l'environnement. Au vu de l'expérience engrangée et des difficultés rencontrées, il est utile de préciser les principales lacunes par rapport à la demande exprimée ou prévisible, dans le cadre de la définition des orientations du programme Statistique sur l'environnement à moyen terme.

Ce premier bilan reste encore perfectible. Lister les lacunes suppose de pouvoir disposer au préalable d'un énoncé des besoins présents et à venir en informations statistiques sur l'environnement. Or la demande en informations sur l'environnement est très évolutive. Nous nous sommes appuyés, pour préciser cette demande, sur les questions formulées dans les questionnaires internationaux, sur le travail de recherche d'indicateurs de performance conduit en 1996 (statistiques utiles au suivi de l'application de la législation en vigueur), sur les besoins de données pour l'élaboration des comptes de la dépense, sur les priorités formulées par les directions du ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement. En face de chaque question, nous avons essayé de présenter succinctement les données actuellement disponibles à notre connaissance et, par différence, de pointer les lacunes. Un tel bilan est évidemment daté et court le risque de comporter des imprécisions ou omissions que nous serons reconnaissants au lecteur de nous signaler.

L'OBSERVATION de l'environnement nécessite de collecter des types d'informations de natures très différentes : mesures des réseaux d'observations scientifiques, données administratives diverses, résultats d'enquêtes statistiques. 544 sources de données figurent dans le catalogue des sources de données de l'environnement, version 1997. Il faut aussi rassembler en même temps la documentation nécessaire à la compréhension des données chiffrées (définitions, méthodes de mesures et de calcul, modalités de sondage, références réglementaires éventuelles, pérennité...). Pléthorique et foisonnante, l'information sur l'environnement n'est pas pour autant satisfaisante, bien au contraire : c'est parce que l'information directement ciblée et pertinente manque qu'il faut réunir des éclairages d'autant plus nombreux qu'ils sont indirects.

La plupart des données qui existent aujourd'hui sur l'état de l'environnement sont d'origine administrative ou scientifique. Ni les unes ni les autres n'ont été conçues pour un usage statistique. L'approche statistique sera d'autant plus utile à l'environnement qu'elle sera intégrée, en amont, à la définition de l'information administrative ou scientifique recueillie. Souvent visibles à moyen ou long terme, les évolutions de l'environnement seront davantage identifiables s'il existe des séries longues d'observation qui aujourd'hui font largement défaut.

Les effets sur l'environnement de chaque secteur d'activité représentent une dimension qui n'a guère été prise en compte par les appareils statistiques sectoriels, ceux-ci se préoccupant en premier lieu des productions ou de la régulation interne de leurs secteurs. Des progrès sont en cours : l'industrie, l'agriculture, les transports intègrent progressivement dans leurs enquêtes des questions sur l'incidence des activités sur l'environnement. Il est encore possible de progresser dans l'évaluation pour chaque activité économique de ses impacts sur l'environnement : production de déchets, émissions dans l'air, l'eau ou le sol, atteintes à la biodiversité ou à la qualité des paysages, consommation de ressources naturelles.

La connaissance des efforts des acteurs en faveur de l'environnement devrait pouvoir sensiblement progresser. Si l'on connaît bien les dépenses d'investissement des entreprises manufacturières pour la lutte contre la pollution par l'enquête ANTIPOL du SESSI et du SCEES et celles du budget de l'Etat en faveur de l'environnement par les documents administratifs, on ne sait par contre que peu de choses des dépenses des collectivités locales, de celles des activités de service et de l'agriculture, ou encore des dépenses pour la préservation de l'environnement consenties par les ménages.

Pour pouvoir intégrer davantage données physiques et monétaires, il faudrait pouvoir mettre en correspondance les données physiques (niveaux de pollution, émissions polluantes, traitements) et celles décrivant les activités économiques (évolution de la production, coûts d'investissement et de fonctionnement antipollution, équipements des entreprises en technologies intégrées...). Ainsi, l'étude des relations entre les productions des différentes activités et leurs émissions et prélèvements de ressources est-elle engagée. Une difficulté majeure tient au manque de lien entre le système général de nomenclature statistique des activités NAF/NACE et les informations existantes sur l'environnement qui utilisent la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les groupes émetteurs de l'inventaire CORINAIR, le tableau d'estimation forfaitaire des Agences de l'eau ou encore le catalogue européen des déchets. En outre les comptes du coût des dommages et l'évaluation économique du patrimoine naturel national se heurtent à de redoutables problèmes méthodologiques.

LES PRINCIPALES LACUNES A COMBLER

Par domaine, les absences de données les plus importantes concernent l'eau, les déchets, le sol et le bruit. Mais dans tous les domaines des améliorations sont souhaitables, et possibles.

L'eau :

- volume des prélèvements en eau pour l'irrigation et volumes d'eau consommés par secteur d'activité,
- qualité des ressources en eau,
- rejets d'eaux usées par secteur d'activité,
- rejets domestiques par type d'assainissement pour l'ensemble des communes et capacités de traitement des stations d'épuration par type d'assainissement,
- production et élimination des boues de station d'épuration,
- pollutions diffuses et notamment apports en pesticides,
- suivi de la gestion équilibrée de la ressource en eau dans le cadre de la loi sur l'eau de façon harmonisée au niveau national ;

L'environnement marin :

- quantités d'eaux usées produites par le secteur domestique et par l'industrie, par façade maritime et par zone côtière,
- flux de pollution provenant des rivières ;

Les déchets :

- informations sur les déchets dangereux : production par nature et par secteur d'activité, traitement interne aux entreprises,
- activités de récupération ;

Le bruit :

- actualisation des estimations de l'exposition des populations à divers niveaux de bruit dus à la pollution routière ou ferroviaire,
- centralisation des données sur l'exposition des populations au bruit des avions et des activités aériennes ;

L'air :

- séries à partir de 1980 pour l'ensemble des émissions nationales dans l'air sur des bases homogènes avec les séries plus récentes, y compris les émissions de plomb,
- le réseau d'observation de la qualité de l'air est actuellement en cours d'extension, tant dans son étendue géographique que par le nombre de polluants mesurés ; il faudrait disposer dans les meilleurs délais de l'information sur les dépassements des valeurs limites et des valeurs guides par site et par polluant ;

◆ **Les sols :**

- superficie affectée par l'érosion et quantité de sol perdu,
- données représentatives de la qualité des sols ;

◆ **La faune, la flore et les habitats :**

- évolution sur une longue période des populations d'espèces animales menacées,
- nombre d'espèces de plantes non vasculaires menacées,
- évolution des habitats,
- meilleure connaissance du milieu marin,
- actualisation précise et régulièrement mise à jour pour tous les types d'espaces protégés,
- état et évolution de la biodiversité sur l'ensemble du territoire : outre les espaces les plus remarquables par leur diversité ou leur rareté, décrire « la nature ordinaire »,
- les pressions des activités sur la biodiversité manquent de suivi global ; la prise en compte des études d'impact ou encore du schéma d'aménagement du territoire sur le patrimoine naturel restent à définir ;

◆ **La radioactivité ¹ :**

- séries de données sur les rejets radioactifs par an dans les eaux continentales et marines et dans l'air, pour l'ensemble des installations nucléaires de base (non seulement des centrales électronucléaires mais aussi des centres de retraitement du combustible irradié, des centres de recherche...),
- mesures de la radioactivité et période de vie des déchets radioactifs stockés ;

◆ **Les risques naturels ou technologiques :**

- territoires et populations exposées par type de risque,
- coût des dommages ;

◆ **Les paysages et l'occupation du sol :**

- évolutions spatiales de la couverture des sols (besoin d'actualisation et de réactualisation de l'inventaire CORINE Land Cover),
- base de données sur le contenu des documents d'urbanisme, qui permette de recenser les zones autorisées à la construction et les zones naturelles inconstructibles, à diverses échelles administratives,
- suivi du paysage urbain et périurbain : localisation et réhabilitation des friches industrielles, intégration des zones industrielles et commerciales des entrées de ville...,
- si l'on dispose d'outils d'observation de l'occupation des sols (**TERUTI, CORINE Land Cover...**), il n'existe pas de base de données sur l'état du paysage, ce qui relève à la fois d'un manque de données et d'un problème méthodologique ;

◆ **Les produits chimiques :**

- production et usages de produits chimiques dangereux pour l'homme ou l'environnement par secteur d'activité économique,
- suivi des teneurs en substances chimiques dangereuses dans les milieux ;

¹ Ce sujet a été traité par milieu (Cf. fiches Eaux continentales, Eaux marines, Air, Déchets)

◆ **Les effets des activités économiques sur l'environnement par branche d'activités**

- pressions exercées sur l'environnement par chaque secteur d'activité type NAF/NACE : rejets dans l'air et dans l'eau, consommation d'eau, production de déchets, atteinte à la biodiversité ou aux **paysages...** sous forme de séries chronologiques,
- effets de l'utilisation de l'espace sur l'environnement : conséquences de la polarisation croissante de l'emploi, de l'expansion spatiale des zones urbaines, des concentrations touristiques... ;

◆ **Les dépenses liées à la protection de l'environnement :**

- seuls les investissements des entreprises manufacturières sont bien connus ; reste encore à mieux connaître leurs dépenses de fonctionnement,
- dépenses de lutte contre la pollution des autres secteurs d'activité (construction, services, commerce, transport, agriculture...) et des ménages,
- dynamique du secteur marchand de l'environnement (éco-industries, activités de services en environnement,...),
- dépenses en environnement des collectivités locales,
- financements internationaux,
- estimations du coût des dommages liés à l'environnement ;

◆ **Les emplois environnementaux :**

- emplois dans les éco-industries,
- emplois liés à l'environnement dans les entreprises non spécialisées et dans le secteur public,
- évolution des métiers de l'environnement ;

◆ **L'opinion :**

- comportements de la population par rapport à l'environnement ;

◆ **La géographie de l'environnement :**

- informations géographiques cohérentes pour l'ensemble des domaines de l'environnement, régulièrement mises à jour et à une échelle suffisamment fine pour pouvoir croiser l'information et la restituer au sein de zonages administratifs ou environnementaux,
- meilleure connaissance de l'environnement de certains territoires ou milieux spécifiques (par exemple : les DOM, la faune marine...).

L'Ifen a tenté de réaliser un état des lieux des principaux acquis et lacunes de l'information chiffrée sur l'environnement existante en France. L'observation de l'environnement nécessite de collecter de nombreuses informations de natures très différentes : mesures des réseaux, **d'observations scientifiques, données administratives diverses, résultats d'enquêtes statistiques. Pour chaque thème d'environnement, les informations disponibles et les principales lacunes à combler sont examinées.**

Par domaine, les absences de données les plus importantes concernent l'eau, les déchets, le sol et le bruit. Pour l'eau, on manque par exemple de données sur le volume des prélèvements pour l'irrigation, sur les capacités de traitement des stations d'épuration par type d'assainissement ou sur les apports en pesticides. Un suivi de la gestion équilibrée de la ressource en eau reste à établir de façon harmonisée au niveau national. Dans le domaine des déchets, les informations sont trop rares sur les déchets dangereux, sur les quantités de déchets produits par secteur d'activités, sur le recyclage. Des lacunes sont également présentées pour l'air, la faune et la flore, les paysages, les risques naturels et technologiques, les produits chimiques, l'économie du secteur environnement, l'emploi . . .

En raisonnant par catégorie d'acteurs, on ne connaît pas pour les entreprises, par secteur d'activité sous forme de séries chronologiques, la pression exercée sur l'environnement (rejets dans l'air et l'eau, consommation d'eau, production de déchets, atteinte à la biodiversité ou aux paysages . . .). L'information sur les collectivités locales est une lacune importante du système statistique de l'environnement. Pour les ménages enfin, si l'on dispose de dispositifs de suivi de l'opinion ou des comportements, on est encore loin de pouvoir estimer leur contribution précise tant à la pollution qu'à la préservation de l'environnement.

Synthétique, ce premier bilan est bien entendu perfectible, d'autant plus que la demande en informations sur l'environnement reste évolutive.